

Décision n° 99–1006 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 17 novembre 1999 réservant des ressources en numérotation à la société Médiaréseaux Marne (numéros géographiques)

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34–10 et L. 36–7 ;

Vu le décret n° 96–1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu l'arrêté du 17 juin 1998 autorisant la société Médiaréseaux Marne à établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et à fournir le service téléphonique au public ;

Vu la décision n° 98–75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu la demande d'extension de licence en date du 30 juin 1999 ;

Vu la demande de la société Médiaréseaux Marne reçue le 29 octobre 1999 ;

Après en avoir délibéré le 17 novembre 1999 ;

Décide :

Article 1er –

Les numéros indiqués ci-dessous :

ZABPQMCDU	Zone de Numérotation Elémentaire
042665MCDU	Lyon
042672MCDU	Tarare
042674MCDU	Villefranche–sur–Saône
042675MCDU	Vienne
058770MCDU	Limoges

sont réservés à la société Médiaréseaux Marne pour la fourniture du service téléphonique au public dans les zones de numérotation élémentaire correspondantes.

Article 2 –

La société Médiaréseaux Marne acquitte, pour les numéros réservés à l'article 1, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

Article 3 –

Conformément aux dispositions de l'article L.34–10 du code des postes et télécommunications, les numéros réservés à l'article 1 ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

Article 4 –

Le chef du service technique de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et mentionnée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 novembre 1999

Le Président

Jean–Michel Hubert